



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIDL

LIDL Direction Regionale Gondreville - DR17
5 rue de l'Europe
ZIA de Gondreville-Fontenoy
54840 Fontenoy-Sur-Moselle

Références : 2025_0253
Code AIOT : 0003013881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement LIDL implanté Zone Internationale d'Activités Gondreville-Fontenoy 54840 Fontenoy-sur-Moselle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL
- Zone Internationale d'Activités Gondreville-Fontenoy 54840 Fontenoy-sur-Moselle
- Code AIOT : 0003013881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

entrepôt de stockage de produits destinés à la grande distribution (électroménager, quincaillerie, sec, frais et surgelés)

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications apportées à l'installation	Code de l'environnement du 25/02/2025, article R 181-46	Demande d'action corrective	3 mois
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 25/02/2025, article R. 515-114	Demande d'action corrective	3 mois
7	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande d'action corrective	3 mois
8	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande d'action corrective	3 mois
9	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures périodiques rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3	Sans objet
4	Respect VLE directive MCP	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.5.2°.I	Sans objet
5	Mise à jour du plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Sans objet
6	Réalisation d'exercice plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13	Sans objet
10	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté lors de la visite que la puissance réelle de l'installation de combustion était inférieure à la celle pour laquelle l'établissement est autorisé. S'agissant d'un groupe électrogène de secours, des dispositions particulières s'appliquent. Il appartient à l'exploitant de mettre à jour sa situation administrative au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature ICPE.

L'inspection a constaté que le Plan de Défense Incendie de l'installation, ne présentait pas d'éléments relatifs aux moyens et à l'organisation que l'exploitant compte mettre en œuvre pour mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, en cas de sinistre. L'exploitant est engagé dans une démarche visant à contractualiser avec un prestataire sur cette thématique. Les différents éléments relatifs aux premiers prélèvements environnementaux doivent être intégrés, sous 3 mois, au Plan de Défense Incendie de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées à l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/02/2025, article R 181-46
Thème(s) : Actions nationales 2025, Situation administrative
Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 21/07/2021. Dans ce dernier, la puissance déclarée de l'installation de combustion, au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature ICPE, est de 5,7 MW, répartie entre une chaudière de 1,9 MW et un groupe électrogène de 3,8 MW. Le jour de la visite, la capacité réellement mise en œuvre au sein de l'installation n'était que de 1,52 MW (1 groupe électrogène de secours). La chaudière, dont la vocation était dans le projet initial d'apporter une solution de chauffage de secours, n'a à ce jour pas été installée au sein de l'installation. Le groupe électrogène de secours, qui a été installé au sein de l'installation, a une puissance de 1,52 MW, le combustible mis en œuvre est le GNR, et il fonctionne environ 2h par mois, lors de tests de perte d'alimentation électrique générale de la plateforme. Il appartient à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications apportées à son installation, de sorte que sa situation administrative, vis-à-vis de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, corresponde à la réalité des installations présentes sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/02/2025, article R. 515-114
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » II. Ces informations sont communiquées : <ul style="list-style-type: none">1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 [...]2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »
Constats : Le registre relatif au recensement des installations relevant de la directive MCP (installation de combustion moyenne) est tenu par l'INERIS, et est disponible au lien suivant : https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw Le jour de la visite, l'installation n'était pas enregistrée. Il appartient à l'exploitant de procéder à la déclaration de son installation au registre des installations relevant de la directive MCP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures périodiques rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée :

<p>III. Pour les appareils de combustion « fonctionnant moins de 500 h par an » des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de surveillance des émissions atmosphérique générées par le groupe électrogène. La mesure a été effectuée le 13/02/2024. La prescription concernant la périodicité est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Respect VLE directive MCP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.5.2°.I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.2.5.2° I. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ; - aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ; - aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter du 1er janvier 2030. <p>=> cas des combustibles liquides SO2 (mg/Nm3) : autres combustibles liquides que le fioul domestiques - 565 NOx (mg/Nm3) : 225 Poussières (mg/Nm3) : pour le fioul lourd - 40</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation, au regard de sa capacité réelle (1,52 MW), et de sa durée de fonctionnement annuelle (2h par mois soit moins de 500 MW), est concernée par le dernier cas de la prescription : « installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an ». La disposition ne s'appliquera qu'à partir du 01/01/2030.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mise à jour du plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : 23. Plan de défense incendie Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. [...] Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. [...] Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant a présenté le Plan de Défense Incendie de son installation, dans sa dernière version en date du 01/02/2025. Il n'est pas concerné par la mise en œuvre d'un Plan d'Opération Interne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réalisation d'exercice plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. » [...]
Constats : Le dernier exercice de défense contre l'incendie, s'est tenu lors du démarrage de l'entrepôt en septembre 2023. Le dernier exercice relatif à la sécurité incendie s'est tenu le 26/11/2024 (évacuation). Ces exercices ont fait l'objet d'un compte-rendu, présentés par l'exploitant en séance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de défense incendie
Prescription contrôlée : [...] Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] Constats : Le Plan de Défense Incendie de l'installation ne présente pas d'éléments relatifs aux substances à rechercher dans le cadre des premiers prélèvements environnementaux à conduire en cas de sinistre. L'exploitant a présenté en séance une offre commerciale du 20/11/2024, relative à la mise en œuvre de moyens externe pour satisfaire aux différentes prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 concernant les premiers prélèvement environnementaux à conduire en cas de sinistre. Cette offre comporte une liste de substances à rechercher pour chacun des milieux suivants : surface, sols, végétaux, eaux, air. L'exploitant, engagé dans une démarche collective pour l'ensemble des entrepôt du groupe LIDL, envisage que cette prestation soit effective au 01/06/2025. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Demande d'action corrective Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de défense incendie
Prescription contrôlée : [...] Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; [...]. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

[...]
Constats : Le Plan de Défense Incendie de l'installation ne présente pas d'éléments relatifs aux équipements à mobiliser pour mener à bien les premiers prélèvements environnementaux. L'offre commerciale rapportée dans le point de contrôle précédent comporte une prestation relative aux moyens à mobiliser pour les prélèvements et aux méthodes d'analyses des substances dans chacun des milieux retenus, ainsi qu'une autre relative à la mobilisation de moyens externe dans le cadre d'une astreinte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de défense incendie
Prescription contrôlée : [...] <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> [...] <ul style="list-style-type: none"> - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> [...]
Constats : Le Plan de Défense Incendie de l'installation ne présente pas d'éléments relatifs aux équipements à mobiliser pour mener à bien les premiers prélèvements environnementaux. Il appartiendra à l'exploitant de mettre à jour le Plan de Défense Incendie de son installation, dès lors que la prestation d'assistance quant aux premiers prélèvements environnementaux aura été contractualisée.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : 1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
Constats : L'installation, qui a été autorisée par arrêté préfectoral du 13/07/2021, et qui n'a pas vu son étude de dangers révisée depuis lors, n'est pas visée par la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite